

Inflation et précarité, quelle réalité pour les étudiants en France ?

Principaux enseignements de l'étude

Depuis plusieurs mois, les images d'étudiants contraints de s'approvisionner en denrées alimentaires auprès d'associations se multiplient. Aux conséquences de la crise sanitaire, viennent s'ajouter les difficultés liées à l'inflation des prix des produits alimentaires. Si le sujet de la précarité étudiante est abondamment commenté, peu de données existent pour objectiver ce phénomène. Dans ce contexte, l'association COP1 a souhaité dresser un diagnostic précis et objectif des difficultés auxquelles doivent faire face les étudiants en France. Pour se faire, un dispositif d'enquêtes miroirs a été mis en place. Une enquête quantitative a été réalisée auprès d'un échantillon d'étudiants en situation de précarité, bénéficiaires des services de l'association COP1. En parallèle, une deuxième enquête a été administrée par l'IFOP à un échantillon représentatif de la population étudiante en France.

Le budget alimentaire, première variable d'ajustement pour les étudiants confrontés à la hausse des prix

Les résultats de l'étude permettent de lever le voile sur un phénomène particulièrement alarmant : les renoncements des étudiants à l'achat de denrées alimentaires. Près d'un étudiant sur deux indique ainsi qu'il lui arrive de devoir limiter voire renoncer à des achats sur ce poste de dépense (49%), soit une proportion supérieure de 24 points à celle enregistrée dans l'ensemble de la population française (25%).

En fait, les renoncements à l'achat ne se bornent pas aux produits alimentaires mais concernent la quasi-totalité des biens et services : les divertissements et loisirs (52% des étudiants y ont déjà renoncé, + 15 points par rapport à l'ensemble des Français), l'habillement (52%, + 16 points), l'aménagement du logement (49%, + 17 points), les produits électroniques (45%, + 7 points) ou encore l'hygiène et les cosmétiques (43%, + 18 points).

Un étudiant sur deux renonce à ses dépenses alimentaires et ce phénomène concerne même 66% de ceux qui sont en situation de précarité.

Il est probable que l'écart spectaculaire observé avec l'ensemble de la population française (+ 24 points) s'explique en partie par des raisons liées à l'âge avec une importance accrue accordée à l'alimentation en vieillissant (et donc moins de concessions faites par les adultes plus âgés sur ce poste de dépense). Mais les résultats de l'enquête laissent à penser que l'effet inflation joue aussi pleinement sur cette population au pouvoir d'achat limité.

Dans un contexte d'inflation des denrées alimentaires, un étudiant sur deux a déjà supprimé un repas

Alors que les prix des produits alimentaires ont parfois crû de 20% en un an, les enquêtes de l'IFOP montrent que les Français ont très largement dû mettre en place des stratégies pour faire face à cette hausse. Ainsi, le report vers des produits moins chers est désormais généralisé au sein de la population (68%). Et assez logiquement les étudiants n'y dérogent pas (73%). Face à la hausse des prix, les étudiants sont aussi nombreux à privilégier le hard discount (69% et 85% de ceux qui sont en situation de précarité), mais là encore, pareil phénomène est aussi largement observable dans la population française (62%).

Mais l'analyse plus poussée des résultats de l'enquête montrent que les étudiants ne se contentent pas de se rabattre vers des produits moins coûteux, ils vont jusqu'à supprimer certains repas. Un comportement loin d'être marginal : 46% indiquent l'avoir déjà fait (et les deux tiers des bénéficiaires de l'association COP1), soit une proportion là encore, bien supérieure à celle mesurée dans l'ensemble de la population française (28%).

Dans ce contexte, plus d'un tiers des étudiants indiquent qu'ils leur arrivent de se dire qu'ils pourraient avoir à se procurer des denrées alimentaires auprès d'associations (36% contre 26% dans l'ensemble de la population française).

Un quart des étudiantes, contraintes de renoncer au moins occasionnellement à l'achat de protections hygiéniques faute d'argent

Alors même que la question de la précarité hygiénique est désormais rentrée dans le radar des politiques publiques, les résultats de l'étude mettent en lumière une réalité très préoccupante sur ce sujet. En 2023, près d'un quart des étudiantes indiquent qu'il leur arrive de ne pas disposer de suffisamment de protections hygiéniques par manque d'argent (23% pour l'ensemble des étudiants et 32% pour ceux qui sont en situation de précarité). En dépit de la mise à disposition gratuite de protections hygiéniques dans les universités, les étudiantes demeurent plus concernées que l'ensemble des femmes françaises par cette problématique (15% y sont confrontées selon le baromètre Dons Solidaires / IFOP).

La solitude : une problématique majeure au sein de la population étudiante

Si l'image d'Épinal veut que la personne souffrant de solitude soit une personne âgée et isolée, les résultats de l'enquête montrent que les étudiants sont tout particulièrement confrontés à ce problème. Près d'un étudiant sur deux indique se sentir toujours ou souvent seul. Une proportion bien supérieure à celle mesurée dans l'ensemble de la population française (19% des Français sont confrontés à la solitude chronique selon le baromètre Astrée/IFOP).

Sur le logement, des résultats plus partagés

Alors que l'étude met en lumière des éléments très préoccupants concernant l'alimentaire ou encore l'accès aux protections hygiéniques, les résultats montrent des éléments plus contrastés concernant le logement. Un tiers des étudiants témoignent de difficultés dans ce domaine (37%), soit une proportion supérieure à celle mesurée dans la population française (26%) mais minoritaire par rapport à d'autres dimensions telles que les démarches administratives ou l'argent. A noter donc que si près des deux tiers des étudiants n'expriment pas de difficultés sur cette dimension, il en est tout autre pour ceux qui sont en situation de précarité. 63% estiment que les choses sont difficiles. Par ailleurs, 46% de ces derniers indiquent avoir rencontré beaucoup de difficultés lors des recherches, une proportion bien supérieure à celle mesurée dans l'ensemble de la population étudiante.

Enfin, signe de difficultés économiques plus globales, 29% des étudiants indiquent qu'il leur arrive de ne pas pouvoir payer à l'heure les charges liés à leur logement (contre 18% des étudiants).

Les étudiants en difficulté en ce qui concerne les démarches administratives

Autre élément révélé par l'étude, les étudiants font face à des difficultés importantes concernant les démarches administratives. 53% de l'ensemble des étudiants (et deux tiers de ceux en situation de précarité) témoignent de difficultés dans ce domaine. En outre, deux tiers de l'ensemble des étudiants (et trois quarts de ceux en situation de précarité) s'estiment mal informés concernant les aides administratives.

Le point de vue de François Legrand, Directeur d'études à l'IFOP

Repas à un euros, protections hygiéniques gratuites mises à dispositions, bourses, aide au logement... La précarité étudiante est dans le radar des responsables politiques depuis de nombreuses années. Les moyens consacrés pour endiguer ce problème sont conséquents. Et pourtant, les résultats de l'étude montrent qu'en dépit des efforts, la situation des étudiants demeure très préoccupante. En témoigne notamment les difficultés majeures des étudiants pour s'alimenter. On peut donc s'interroger légitimement sur l'efficacité des politiques publiques mise en place pour endiguer ce fléau. L'ampleur des difficultés mises en lumière par l'étude, mais également les obstacles dont les étudiants témoignent en ce qui concerne les démarches administratives interrogent. Si les aides sont multiples, elles souvent conditionnées et s'accompagnent ainsi trop souvent de renoncements... Dès lors, on peut s'interroger sur la pertinence d'un revenu universel ou à défaut d'une aide inconditionnelle.